



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

MODALITÉS ET CONDITIONS STANDARD

POUR

LES ATTRIBUTIONS D'AIDE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

À L'ÉTRANGER

TABLE DES MATIÈRES

Disposition/objet

1. Introduction
2. Ordre de priorité
3. Langue faisant foi
4. Responsabilités du Département d'État (DOS)
5. Rôle et responsabilités du représentant du responsable des subventions
6. Responsabilités du bénéficiaire et conformité aux exigences du gouvernement fédéral
7. Informations confidentielles
8. Période de disponibilité de fonds
9. Dépenses préalables à l'attribution d'aide
11. Dépenses non autorisées
12. Dépenses indirectes
13. Paiements au titre de l'attribution d'aide
14. Exigences en matière de transmission des rapports
15. Restrictions au titre du *Fly America Act*
16. Terrorisme
17. Persécution fondée sur les croyances religieuses
18. Droits d'auteur
19. Publications pour le public professionnel
20. Interdiction de cession
21. Responsables officiels exclus des avantages
22. Avis d'attribution d'aide dans le cadre d'un programme similaire
23. Responsabilité
24. Protocole et convenances

25. Restrictions en matière de lobbying
26. Substances réglementées
27. Visites sur le terrain
28. Propriété
29. Examen des dossiers
30. Conservation des documents
31. Suspension et radiation
32. Suspension ou résiliation
33. Loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes (*Trafficking in Victims Protection Act of 2000*)

A usage non-officiel

1. Introduction

Outre les garanties et les attestations soumises dans le cadre de l'attribution d'aide, le bénéficiaire et tout sous bénéficiaire doivent respecter toutes les conditions générales applicables en la matière pendant la période du projet.

2. Ordre de priorité

Toute incompatibilité entre les dispositions de la subvention sera réglée en suivant l'ordre de priorité ci-dessous :

- Lois et textes applicables des États-Unis, y compris toute disposition législative spécifique de l'autorité mandatée pour attribuer l'aide
- Conditions générales standard
- Dispositions spécifiques au bureau/programme (le cas échéant)
- Autres documents et pièces jointes

3. Langue faisant foi

Conformément à la politique du Département d'État, l'anglais est la langue officielle de tous les documents d'attribution d'aide. Si ces documents ou autres justificatifs sont présentés à la fois en anglais et dans une langue étrangère, il conviendra de préciser dans chaque version que la version anglaise est celle qui fera foi.

4. Responsabilités du Département d'État (DOS)

Le Département d'État est responsable de l'ensemble des dossiers d'aide qu'il finance, y compris l'encadrement des résultats techniques, programmatiques, financiers et administratifs.

- Administrateur de l'organisme donateur : Responsable des subventions (GO)

Le GO est responsable, au nom du Département d'État, de toutes les mesures pour lancer, modifier ou annuler une subvention. Le GO est mandaté par décret officiel du Responsable de la passation des marchés du bureau du même nom. En outre, le GO est responsable de la coordination administrative et de la liaison avec le bénéficiaire.

Le GO est la seule personne autorisée à approuver des modifications aux conditions de l'attribution d'aide. Au cas où le bénéficiaire apporterait des modifications sur les ordres d'une autre personne que le GO, ces modifications seront réputées avoir été réalisées sans autorisation et aucun ajustement ne sera apporté au montant de la subvention pour couvrir une éventuelle augmentation des dépenses encourues à cet effet.

- Personne contact du programme de l'organisme – Représentant du responsable des subventions (GOR)

Conformément à la politique du Département d'État, le GO pourra désigner un fonctionnaire qualifié sur le plan technique pour appuyer l'administration des subventions. Le GOR est responsable de tous les aspects programmatiques, techniques et/ou scientifiques de l'attribution d'aide. Les bénéficiaires lui adresseront toute correspondance relative aux questions programmatiques et budgétaires.

5. Rôle et responsabilités du représentant du responsable des subventions (GOR)

Le représentant du responsable des subventions (GOR) est la personne désignée par écrit par le responsable des subventions pour administrer, à la suite de l'attribution d'aide, certains aspects de l'instrument de subvention. Cette compétence ne peut être re-déléguée en dehors des instructions spécifiées dans la lettre de nomination rédigée par le responsable des subventions. Le GOR est chargé de s'assurer de la gestion et de l'encadrement raisonnable de l'attribution d'aide par le Département d'État, par le biais d'activités de liaison, de surveillance et d'évaluation de l'exécution réalisée par le bénéficiaire.

Le GOR n'a pas compétence pour donner aux bénéficiaires des directives techniques qui :

- (1) modifient le champ d'application général de l'attribution d'aide,
- (2) modifient le budget, y compris des ajustements d'affectation par rubrique,
- (3) modifient les conditions générales de l'attribution d'aide, ou en dispensent
- (4) modifient le personnel essentiel précisé dans l'attribution d'aide
- (5) modifient la durée d'exécution de la subvention
- (6) portent atteinte au droit d'exécution (de l'aide) du bénéficiaire conformément aux conditions générales de l'attribution d'aide
- (7) font du GOR le superviseur des employés du bénéficiaire

6. Responsabilités du bénéficiaire et conformité aux exigences du gouvernement fédéral

Il incombe au bénéficiaire d'aviser le Département d'État de tout problème important ayant trait aux aspects administratifs ou financiers de l'attribution d'aide.

Le bénéficiaire est entièrement responsable de la gestion du projet ou de l'activité subventionnée dans le cadre de l'attribution d'aide et du respect des conditions générales. Bien qu'il lui soit recommandé de solliciter l'avis et le conseil du GO et/ou du GOR en cas de problèmes spécifiques, ces conseils ne diminuent en rien sa responsabilité en matière de décisions administratives prudentes et judicieuses au moment où elles ont été prises et ne signifient aucunement que la responsabilité des décisions opérationnelles relève à présent du Département d'État.

Le bénéficiaire est responsable de ce qui suit et s'engage à :

- Remettre, dans les trente (30) jours à compter de la date d'exécution de la subvention, le nom, le titre et une brève notice biographique (s'ils n'ont pas été fournis auparavant), y compris les données sur les antécédents universitaires et professionnels du personnel essentiel chargé du projet relevant de l'attribution d'aide et autre personnel professionnel et d'encadrement, c'est-à-dire les membres du personnel professionnel dans un poste de supervision du programme, recrutés ou affectés à des tâches au titre de l'aide. Le bénéficiaire fournira également des renseignements analogues concernant tout nouveau membre du personnel d'encadrement susceptible d'être affecté ultérieurement par lui à des tâches afférentes à l'aide. Toute modification, absence prolongée ou réorganisation importante du temps total consacré au projet de l'aide par un membre quelconque du personnel inscrit sur la liste devra être signalée au GO en vue d'autorisation préalable.
- Veiller à ce que les conditions générales soient les mêmes pour tous les sous-bénéficiaires, et qu'elles soient proprement incluses dans l'exécution de l'instrument de sous-attribution d'aide de l'organisation d'exécution.
- Tous les bénéficiaires seront tenus de respecter ces conditions générales, sauf indication contraire stipulée dans l'attribution d'aide.
- Tous les bénéficiaires respecteront les exigences et conditions générales du gouvernement fédéral applicables et se conformeront aux normes de gestion prudente pour toutes les dépenses et mesures relatives à l'attribution d'aide. La documentation de chaque dépense ou action comprendra les autorisations organisationnelles nécessaires qui doivent être obtenues au préalable.

Les autorisations de l'organisation sont destinées à garantir que les dépenses soient autorisées, nécessaires et judicieuses pour l'exécution du projet et que les mesures proposées :

- Soient conformes aux conditions générales ;
- Soient conformes aux politiques écrites et établies du Département d'État et du bénéficiaire ;
- Constituent une utilisation efficace des ressources du Département d'État, et
- Ne constituent pas une modification importante du projet (cf. disposition 9).

- Le chercheur principal/les chercheurs principaux ou le directeur/les directeurs du projet recevront un exemplaire des modalités et conditions, notamment de l'attribution d'aide, des exigences spécifiques au bureau et de toute modification ultérieure des conditions générales.

- Les responsables compétents du bénéficiaire seront informés des modalités et conditions mises à leur disposition par le Département d'État sous forme électronique sur <http://fa.statebuy.state.gov/> ; elles pourront aussi être reproduites ou copiées, le cas échéant.
- La présente disposition ne modifie en rien la responsabilité entière du bénéficiaire quant à l'exécution du projet, ni son respect de toutes les conditions générales.

7. Informations confidentielles

(a) L'expression « informations confidentielles », telle qu'employée dans la présente disposition, signifie : 1) des informations ou des données de nature personnelle sur une personne, ou 2) des informations ou des données soumises par ou afférentes à une institution ou organisation.

(b) Outre les types d'informations confidentielles décrits au paragraphe (a)(1) et (2) ci-dessus, des informations qui pourraient exiger des considérations spéciales quant aux répercussions du choix du moment de leur divulgation sur des études ou des recherches, et au cours duquel la divulgation publique de résultats préliminaires non validés pourrait produire des conclusions erronées, constituant une menace pour la santé ou la sécurité publiques s'ils faisaient l'objet de mesures directes.

(c) Le GO et le bénéficiaire pourront, d'un commun accord, identifier ailleurs dans le présent accord les informations spécifiques et/ou les catégories d'information que le gouvernement fournira au bénéficiaire ou que le bénéficiaire est censé produire et qui sont confidentielles. D'autre part, le GO et le bénéficiaire pourront, d'un commun accord, identifier périodiquement de telles informations confidentielles au cours de l'exécution de l'accord.

(d) Au cas où il serait établi que les informations qui seront utilisées dans le cadre de cette subvention relèvent de la loi sur la protection des renseignements personnels (*Privacy Act*), le bénéficiaire suivra les règles et les procédures de divulgation prévues au titre du *Privacy Act* de 1974, ainsi que les réglementations et politiques de mise en œuvre, afférents aux dossiers relevant de cette loi.

(e) Les informations confidentielles, définies au paragraphe (a)(1) et (2) ci-dessus, ne pourront pas être divulguées sans l'autorisation préalable, par écrit, de la personne, de l'institution ou de l'organisation concernée (Département d'État).

(f) Un préavis écrit de 45 jours au minimum sera remis au GO sur l'intention du bénéficiaire de divulguer des résultats des études ou de la recherche qui sont susceptibles d'avoir un effet défavorable sur le public ou l'organisme fédéral, ainsi que décrit au paragraphe (b) ci-dessus. Si le GO n'oppose aucune objection par écrit au cours des 45 jours, le bénéficiaire pourra procéder à la divulgation.

(g) Si le bénéficiaire se trouve dans l'incertitude quant à la bonne gestion des documents dans le cadre de l'accord de coopération, ou si les documents en question relèvent de la loi sur les renseignements confidentiels, ou s'il s'agit d'informations confidentielles relevant de la présente disposition, le bénéficiaire obtiendra l'autorisation écrite du GO, avant toute divulgation, communication, diffusion ou publication.

(h) Le paragraphe (e) de la présente disposition ne s'appliquera pas si les informations font l'objet de dispositions contradictoires ou se chevauchant avec d'autres lois fédérales, des États ou locales.

8. Période de disponibilité des fonds

La période du projet relevant de l'attribution d'aide est indiquée sur sa page de garde. Seules les dépenses autorisées dans la cadre d'engagements encourus pendant la période de financement pourront être imputées à l'attribution d'aide.

Seules les dépenses de personnel, engagées pour la période du projet, peuvent être imputées à l'attribution d'aide jusqu'à 90 jours de la date d'expiration. Ces fonds seront disponibles pour les activités de clôture limitées à la préparation des rapports de fin de programme. Aucune autre dépense de personnel ne pourra être engagée, ni encourue.

9. Dépenses préalables à l'attribution d'aide

Le GO est autorisé, à son choix, à dispenser un bénéficiaire des autorisations écrites préalables à l'attribution d'aide, exigées par l'OMB. Cette dispense peut inclure l'autorisation pour les bénéficiaires

- D'encourir des dépenses préalables à l'attribution d'aide, 90 jours civils avant cette attribution. L'aval du GO est requis pour des dépenses préalables qui dépassent les 90 jours civils. Toutes les dépenses préalables à l'attribution d'aide sont encourues au risque du bénéficiaire (le Département d'État n'est pas tenu de rembourser ces frais si, pour un motif quelconque, le bénéficiaire ne reçoit pas d'octroi ou si son montant est inférieur au montant prévu et ne suffit pas à couvrir de telles dépenses).
- Les dépenses préalables à l'attribution d'aide doivent être nécessaires à la bonne exécution économique du projet et elles doivent être par ailleurs autorisées conformément aux exigences d'autorisation préalable.

10. Conditions d'autorisation préalable

Le bénéficiaire doit soumettre toutes les demandes par écrit au GOR, avant la date de clôture de la période du projet indiquée sur le formulaire DS-1909. L'autorisation finale est accordée sous réserve d'une étude et de l'agrément du GO.

Sauf disposition contraire spécifiée dans l'attribution d'aide, les dispositions des principes de coûts fédéraux applicables en la matière et autres exigences administratives fédérales d'autorisation préalable s'appliquent uniquement aux activités et aux dépenses spécifiées dans l'attribution d'aide.

- Une autorisation préalable écrite du GO du Département d'État, par le biais d'un amendement, est exigée pour :
 - Une modification de la portée ou de l'objectif du projet ou du programme (même s'il n'y a aucune révision budgétaire connexe exigeant une autorisation préalable écrite) ;
 - Un changement du personnel essentiel spécifié dans la demande ou dans le document de l'attribution d'aide ;
 - Une absence de plus de trois mois, ou une réduction de 25 % du temps consacré au projet, du directeur de projet ou du chercheur principal approuvé ;
 - Le besoin d'un supplément de financement fédéral ;
 - Le transfert de montants budgétisés pour les dépenses indirectes afin d'absorber les augmentations des dépenses directes ;
 - La prorogation de la période de performance ;
 - Le transfert de fonds entre des rubriques de dépenses directes ou des programmes, fonctions et activités pour des subventions dans lesquelles la part du gouvernement fédéral du projet dépasse 100.000 dollars É.-U. et le montant cumulatif de ces transferts dépasse ou risque de dépasser 10 % du budget total ;
 - Sauf s'il est indiqué dans la demande et financé dans l'attribution d'aide approuvé, le sous-octroi, le transfert ou la sous-traitance de travaux dans le cadre d'une subvention ;
 - Le transfert de fonds affectés aux allocations de formation (paiement direct aux stagiaires) à d'autres catégories de dépenses.

11. Dépenses non autorisées

L'expression « dépenses non autorisées » signifie les frais généraux ou centralisés d'un bénéficiaire recevant des fonds du Département d'État qui ne sont pas des frais administratifs admissibles dans le cadre de l'attribution d'aide du Département d'État.

- a) Boisson alcoolisées. Coût des boissons alcoolisées ;
- b) Créance irrécouvrable. Les créances irrécouvrables, y compris les pertes (effectives ou estimées) inhérentes à des montant non recouvrables et autres demandes de paiement, coûts connexes de recouvrement et coûts juridiques connexes ;
- c) Impondérables. Les contributions à un fonds de réserve pour impondérable ou toute autres disposition analogue prévue pour les événements ne pouvant être prévus avec certitude quand à leur date, leur intensité ou même la certitude de leur apparition, ne sont pas autorisées. L'expression « réserve pour impondérables » exclut les réserves pour auto-assurance, fonds de retraite et réserves pour indemnité ordinaire de départ ;
- d) Contributions (à d'autres entités). Contribution et donations effectuées par le bénéficiaire à des tiers ;
- e) Divertissements. Coûts des divertissements, loisirs, activités sociales, cérémonies et coûts y afférents, tels que repas, hébergement, locations, transports et pourboires ;
- f) Biens ou services à usage personnel. Les coûts de biens ou de services à usage personnel des employés du bénéficiaire ne sont pas autorisés quel que soit le coût déclaré à titre de revenu imposable pour les employés ;
- g) Coûts d'organisation. Les dépenses, telles que les frais de constitution de société, les honoraires de courtiers, des promoteurs, des organisateurs ou des consultants en gestion, des juristes, des comptables ou des conseillers en investissement, qu'ils soient ou non employés du bénéficiaire, en relation avec la création ou le remaniement, ne sont pas autorisés sauf aval préalable de l'organisme donateur.

12. Dépenses indirectes

Les dépenses indirectes ne font pas partie des frais autorisés imputables à la subvention, sauf si elles ont été spécifiquement incluses à titre de poste du budget approuvé de l'attribution d'aide.

Le recouvrement des coûts des dépenses indirectes réelles encourues par le bénéficiaire qui dépassent le montant prévu à la rubrique budgétaire des coûts indirects approuvé de l'aide, se limitera au montant de la subvention.

13. Paiements au titre de l'attribution d'aide

- a) Paiements anticipés Le bénéficiaire peut recevoir des paiements anticipés de fonds de l'attribution d'aide, à condition qu'il remplisse les normes de gestion financière, le cas échéant.

- b) Besoins de trésorerie immédiats. Le montant des paiements anticipés demandé par le bénéficiaire doit se fonder sur des besoins en trésorerie effectifs et immédiats, afin de réduire l'encaisse de fonds fédéraux.
- c) Factures. Les factures des avances seront préparées sur (le formulaire) SF-270 : « Demande d'avance ou de remboursement ». Le SF-270 sera numéroté en séquence et stipulera la période pour laquelle le paiement est demandé.
- d) Cessation des paiements anticipés. Si le bénéficiaire n'établit pas des procédures pour réduire au minimum les délais entre la réception du paiement anticipé et son décaissement, le Département d'État peut, après préavis en bonne et due forme adressé au bénéficiaire, cesser la méthode de paiement anticipé et autoriser les paiements anticipés uniquement sous forme de demande individuelle approuvée ou de remboursement.

14. Exigences en matière de communication des rapports

Chaque bénéficiaire est tenu de soumettre des rapports d'avancement et des rapports financiers aux dates fixées et/ou selon la fréquence exigée aux termes de l'attribution d'aide. Des demandes de prorogation des dates d'échéance des rapports pourront être accordées par le responsable des subventions (GO) lorsque les rapports ne peuvent pas être fournis dans les délais impartis pour des motifs légitimes, indépendants de la volonté du bénéficiaire.

TOUT MANQUEMENT AUX EXIGENCES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION DES RAPPORTS POURRAIT DISQUALIFIER LE BÉNÉFICIAIRE CONCERNANT TOUTE AIDE FUTURE OU ABOUTIR A LA SUSPENSION DE TOUT FUTUR PAIEMENT, JUSQU'À CE QUE CE PROBLÈME AIT ÉTÉ RECTIFIÉ

Format des rapports :

Les rapports sur la situation financière seront soumis en utilisant le formulaire standard (SF) 425 – Rapport financier fédéral (*Federal Financial Report – FFR*). Un rapport d'avancement du projet (*Performance Progress Report – PPR*), comme page de couverture, est exigé pour tous les rapports descriptifs d'avancement du projet soumis au Département d'État.

Rapports de fin de projet

Le bénéficiaire doit soumettre un rapport final sur la situation financière et un dernier rapport d'avancement dans les 90 jours civils à compter de la fin de la période d'exécution du projet stipulée dans l'attribution d'aide.

Exigences en matière de soumission des rapports des sous-bénéficiaires

Le Département d'État exige que tous les bénéficiaires fixent leurs propres conditions en matière de soumission de rapports des sous-bénéficiaires. Les bénéficiaires sont chargés d'assurer le suivi des activités et des besoins en formation des sous-bénéficiaires, de suivre les progrès réalisés en vue de la réalisation des objectifs du projet et d'identifier les problèmes. Les sous-bénéficiaires doivent se conformer aux exigences de soumission de rapport déterminées et communiquées par leur bénéficiaire concernant l'année du programme.

Rapprochement annuel des attributions d'aide permanente

Le Département d'État et les bénéficiaires doivent effectuer le rapprochement des attributions d'aide permanente au moins une fois par an et évaluer les rapports d'avancement et financiers du projet. Les éléments à examiner comprennent une comparaison entre les activités réalisées par le bénéficiaire et ses rapports d'activité et dépenses au titre du projet.

15. Restrictions au titre du « *Fly America Act* »

(a) La Loi publique *Public Law 93-623* (vols sur transporteurs aériens américains) exige que tous les organismes du gouvernement fédéral et contractants, sous-traitants et bénéficiaires dudit gouvernement utilisent des transporteurs aériens battant pavillon américain pour le transport aérien international du personnel (et de ses effets personnels) ou des biens, dans la mesure où ce service est offert par de tels transporteurs. La loi stipule d'autre part que le Contrôleur général des États-Unis n'autorisera aucune dépense aux fins de déplacement par avion sur une autre ligne aérienne qu'une ligne américaine, à défaut de justificatif satisfaisant de cette nécessité.

(b) Le bénéficiaire s'engage à utiliser un transporteur aérien battant pavillon des États-Unis pour le transport aérien international du personnel (et de ses effets personnels) ou des biens, dans la mesure où ce service est offert par de tels transporteurs.

(c) Lorsque le bénéficiaire choisit un transporteur aérien ne battant pas pavillon des États-Unis, il doit remettre une attestation pour justifier le caractère impératif de ce choix, stipulant ce qui suit :

ATTESTATION DE NON DISPONIBILITÉ D'UN TRANSPORTEUR AÉRIEN AMÉRICAIN

Je soussigné, certifie par les présentes, qu'aucun transporteur aérien américain agréé n'était disponible pour ce vol international pour les raisons suivantes: (Indiquer les motifs)

(d) Les expressions employées dans la présente disposition ont la signification suivante :

(1) « Transport aérien international » signifie le transport de personnes (et de leurs effets personnels) ou de biens, par voie aérienne, entre un lieu aux États-Unis et un lieu à l'étranger, ou entre deux points, tous deux à l'étranger.

(2) « Transporteur aérien battant pavillon des États-Unis » signifie un transporteur appartenant à la catégorie de transporteurs aériens nantis d'un certificat de commodité et de nécessité publique, émis par le *Civil Aeronautics Board* des États-Unis, approuvé par le président, autorisant les opérations entre les États-Unis et leurs territoires, et un ou plusieurs pays étrangers.

(3) Le terme « États-Unis » comprend les cinquante États fédérés, le Commonwealth de Porto Rico, les possessions des États-Unis et le District of Columbia.

(e) Le bénéficiaire inclura la teneur de cette clause, y compris le paragraphe (e) dans chaque sous-subvention ou achat en relevant, susceptible de comporter des déplacements aériens internationaux.

16. Terrorisme

Blocage des biens appartenant à des personnes qui perpètrent, menacent de perpétrer ou appuient le terrorisme et interdiction des transactions, décret présidentiel 13224

Le décret présidentiel 13224 désigne 27 entités et particuliers perpétrant ou constituant un risque important d'exécution d'actes terroristes, et autorise le Secrétaire d'État à désigner d'autres particuliers et entités.

Le décret autorise également le Secrétaire au Trésor à désigner d'autres particuliers et entités qui fournissent un appui ou des services, qui appartiennent ou qui sont contrôlés, qui agissent pour ou au nom, ou qui « sont autrement associés avec » un individu ou une entité ayant été désignée dans ou au titre du décret. Tous les biens ou intérêts y afférents, appartenant au particulier ou à l'entité aux États-Unis ou appartenant ou contrôlés par des ressortissants aux États-Unis sont bloqués. Le décret interdit toutes les transactions et opérations concernant les biens ou intérêts bloqués aux États-Unis ou par des ressortissants des États-Unis, et interdit également les transactions avec, et la prestation d'appui aux particuliers ou entités qui figurent sur ou qui font l'objet du décret.

Les bénéficiaires doivent être avisés du décret présidentiel 13224 et des noms des particuliers et des entités qui y sont mentionnés. La liste de noms se trouve sur le site Web du Système de liste des parties exclues (*Excluded Parties List System – EPLS*), à l'adresse suivante : <http://www.epls.gov>

Il est rappelé aux bénéficiaires que le décret présidentiel et la législation des États-Unis interdisent les transactions avec, ainsi que la prestation de ressources et d'appui aux personnes et aux organisations liées au terrorisme. Il incombe au bénéficiaire/sous-traitant d'assurer toute conformité aux décrets présidentiels et aux lois.

17. Persécution fondée sur les croyances religieuses

En ce qui concerne la persécution fondée sur les croyances religieuses, le bénéficiaire doit s'assurer que son personnel tienne compte dans son travail des considérations stipulées par la Convention internationale sur la liberté de religion ayant trait à la situation du pays concerné, le droit de liberté de religion, les méthodes de persécution religieuse pratiquées dans les pays étrangers et les distinctions applicables en la matière dans un pays entre la nature et le traitement réservé aux différentes pratiques religieuses et à leurs adeptes.

18. Droits d'auteur

Sauf disposition contraire aux présentes, l'auteur ou le bénéficiaire sont libres de s'assurer le droit d'auteur de tout ouvrage, publication ou autre document élaborés au cours ou dans le cadre de cet octroi. Toutefois, le gouvernement des États-Unis se réserve le droit sans droit d'auteur, non exclusif et irrévocable de reproduire, publier, traduire ou utiliser autrement, et d'autoriser l'utilisation par des tiers, aux fins du gouvernement fédéral, des droits d'auteur acquis par le bénéficiaire, sous bénéficiaire ou sous traitant avec les fonds de cette aide.

19. Publications pour le public professionnel

Toute publication ou article résultant de l'aide devra remercier le Département d'État pour son appui et inclure la déclaration suivante : « Le présent [article] a été financé [en partie] par une subvention du Département d'État des États-Unis d'Amérique. Les opinions, constats et conclusions qui y sont formulés sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du Département d'État des États-Unis ». Le bénéficiaire veillera à ce que cet avis figure sur les brochures, prospectus, affiches, panneaux d'affichage ou autre graphisme produits en vertu des conditions générales de l'attribution d'aide.

Sceau/logo

Le sceau du Département d'État ne peut être utilisé par les bénéficiaires sans autorisation expresse écrite du Département d'État des États-Unis.

20. Interdiction de cession

Nonobstant toute autre disposition de cette subvention, le bénéficiaire ne peut transférer, gager, hypothéquer, ou autrement céder cette aide, ou tout intérêt y afférent ou toute revendication qui en découle, à toute autre partie ou tout tiers, services bancaires de gestion financière, ou autre institution de financement ou financière.

21. Responsables officiels exclus des avantages

Aucun membre ou délégué au Congrès, ou commissaire fédéral résident ne participera à tout ou partie de cette subvention, ou à tout avantage en découlant ; toutefois, la présente

disposition ne sera pas interprétée comme s'appliquant à cette aide si elle accordée à une société ou une institution d'enseignement ou à but non lucratif pour son intérêt général.

22. Avis d'attribution d'aide dans le cadre d'un programme similaire

Le bénéficiaire avisera immédiatement par écrit le représentant du responsable des subventions ou le responsable des subventions si à la suite de cette aide, une autre aide financière fédérale est reçue concernant la description du projet relevant de cette attribution.

23. Responsabilité civile

Le bénéficiaire dégagera le gouvernement, ses responsables, ses agents et ses employés de toute responsabilité civile de nature ou de type quelconque, y compris des frais et des dépenses, pour et en raison d'une ou de toutes les actions en justice pour préjudice subi par un tiers ou bien en raison de l'exécution des contrats d'aide.

24. Protocole et convenances

Au cours du mandat de la présente attribution d'aide, le bénéficiaire sera associé avec le gouvernement des États-Unis d'une telle manière que ses actions se répercuteront sur ce gouvernement et les États-Unis en général. En conséquence, le bénéficiaire sera responsable devant le conseiller des États-Unis responsable des affaires publiques, à tout moment, en matière de protocole et de convenances.

25. Restrictions en matière de lobbying

Le bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser des fonds quelconques alloués au titre de cet accord pour des activités de lobbying ou de propagande pour influencer des décisions de politique publique du gouvernement des États-Unis ou de tout État ou localité des États-Unis. Cette disposition ne sera pas interprétée de façon à abroger le droit de tout bénéficiaire d'exercer la même liberté d'expression que celle protégée par l'article premier de l'amendement de la constitution des États-Unis, à condition que le bénéficiaire n'utilise pas des fonds fournis au titre de l'aide pour exercer ce droit.

26. Substances réglementées

En acceptant cette aide et toute aide (paiement) y afférente, le bénéficiaire atteste qu'il ne se livrera pas à la fabrication, distribution, dispensation, possession, ni utilisation d'une substance réglementée au cours de l'exécution du contrat.

27. Visites sur le terrain

Les bénéficiaires sont responsables de la gestion et du suivi de chaque projet, programme, sous-attribution d'aide, fonction ou activité financés par l'attribution d'aide. Les bénéficiaires doivent assurer le suivi des sous-attributions d'aide pour s'assurer que

les sous-bénéficiaires ont satisfait aux conditions d'audit stipulées au titre de l'attribution d'aide.

Le Département d'État se réserve le droit d'effectuer des visites sur le terrain pour examiner et évaluer les livres comptables, réalisations, procédures organisationnelles et systèmes de contrôle financier du bénéficiaire ; d'avoir des entretiens et de fournir une assistance technique au besoin. Ces visites se feront avec le minimum de perturbation.

28. Propriété

Le Département d'État se réserve le droit de demander le transfert de biens personnels non fongibles acquis avec les fonds de l'aide, ayant une juste valeur marchande de 5.000 dollars É.-U. ou plus, après la période d'exécution du contrat. Les biens spécifiquement identifiés dans l'attribution d'aide dont le titre est transféré au bénéficiaire sans autre obligation envers le gouvernement des États-Unis (USG), sont exemptés de cette disposition.

À l'achèvement de l'attribution d'aide, le bénéficiaire soumettra par écrit, dans les 30 jours ouvrables, une demande de disposition des biens. Cette demande comportera une liste de tous les biens personnels non fongibles d'une juste valeur marchande de 5.000 dollars É.-U. ou plus, acquis au cours de l'exécution de l'attribution d'aide, tous les biens fournis par le gouvernement quelle qu'en soit la valeur et les fournitures d'une valeur totale de 5.000 dollars É.-U. ou plus. Les biens spécifiquement identifiés dans l'attribution d'aide, dont le titre est transféré au bénéficiaire sans autre obligation envers le gouvernement des États-Unis (USG), sont exemptés de cette disposition.

La liste de biens qui figurent dans la demande de disposition comprendra au moins : une description des biens, le numéro de série du fabricant, le numéro de modèle ou autre numéro d'identification, le lieu, l'utilisation et l'état du bien. Le responsable des subventions remettra au bénéficiaire des instructions de disposition, par écrit, dans les 120 jours civils à compter de la demande.

29. Examen des dossiers

Le bénéficiaire convient que le gouvernement des États-Unis ou un quelconque de ses représentants dûment mandatés a le droit d'accéder aux dossiers et d'examiner tout registre, document, papier et document comptable du bénéficiaire, directement pertinents, portant sur les transactions relevant de ce contrat et ce, jusqu'à trois ans après la cessation de cet accord, ou de la date de l'achèvement du projet ou de la durée de l'accord, la période la plus longue étant retenue.

30. Conservation des documents

Les bénéficiaires doivent conserver les documents financiers, pièces justificatives, documents statistiques ou tout autre document afférent à une aide pendant trois ans à compter de la date de remise du rapport de fin de projet sur les dépenses. Pour les

programmes renouvelés tous les trimestres ou tous les ans, à compter de la date de soumission du rapport financier trimestriel ou annuel ainsi qu'autorisé par le Département d'État (DOS), les exceptions sont les suivantes :

- En cas de litige, réclamation ou audit entamé avant l'expiration du délai de trois ans, les documents comptables seront conservés jusqu'à ce que le constat du litige, des réclamations ou de l'audit afférent à ces documents ait été défini et que des mesures définitives aient été prises ;
- Les documents des biens immobiliers et des équipements achetés avec les fonds fédéraux seront conservés pendant trois ans après la décision de disposition finale ;
- Lorsque les documents sont transférés ou conservés par le Département d'État, les exigences de conservation de trois ans ne sera pas applicable ;
- les propositions de taux de coûts indirects et/ou les plans d'affectation des coûts.

31. Suspension et radiation

(a) Le présent octroi est assujéti au décret présidentiel 12549, *Debarment and Suspension*. Toute personne radiée ou faisant l'objet d'une suspension sera exclue de l'aide fédérale financière et non financière et des avantages des programmes et activités fédéraux, à l'exception de ce qui est interdit par la loi ou autorisé par écrit par le Département d'État. Les bénéficiaires devront être avisés du décret présidentiel 13224 et des noms des particuliers et des entités qui y sont désignés. La liste de ces noms se trouve sur le site Web du Système de liste des parties exclues (*Excluded Parties List System – EPLS*), à l'adresse <http://www.epls.gov>

(b) Le bénéficiaire avisera immédiatement le responsable des subventions (*Grants Officer*) s'il apprend à un moment quelconque, que son attestation, « Attestations en matière de radiation, suspension et autres questions de responsabilité ; Exigences d'un lieu de travail exempt de stupéfiants et Lobbying », a été entachée d'erreur lorsqu'elle a été soumise ou est devenue erronée en raison d'un changement de circonstances. Les sous-bénéficiaires de transactions en sous-contrat, fourniront au bénéficiaire le même avis, à jour.

(c) Sauf autorisation d'exception fournie par écrit par le Département d'État, le bénéficiaire de cette aide ne pourra sciemment participer à une transaction commerciale, dans le cadre d'une transaction au titre du présent accord, avec une personne qui a été radiée ou suspendue, ou avec une personne qui n'est pas éligible ou qui est volontairement exclue de la transaction. Le bénéficiaire ne pourra renouveler ou proroger la transaction visée (autre qu'une prorogation en durée, sans apport financier) avec toute personne qui est radiée, suspendue, inéligible ou exclue volontairement. Toute enfreinte à cette restriction pourrait entraîner la révocation de coûts, l'annulation ou cessation de l'aide, la délivrance d'un ordre d'arrêt des activités, une radiation ou une suspension, ou

d'autres recours, suivant le cas.

(d) Le bénéficiaire exigera que chaque demandeur/soumissionnaire d'une transaction en sous contrat, couverte (à l'exception des sous-contrats de biens ou de services inférieurs au seuil d'achat de 25.000 dollars É.-U., à moins que le bénéficiaire du sous-contrat n'y ait une influence essentielle ou un contrôle important) de tout sous-contrat au titre de la présente attribution d'aide, dépose une « Attestation en matière de radiation, suspension et autres questions de responsabilité ; Exigences d'un lieu de travail exempt de stupéfiants et Lobbying », sans modification, pour lui-même et ses associés, dans le cadre de toute proposition/soumission ayant trait à la transaction couverte en sous-contrat. Les attestations seront conservées par le bénéficiaire.

32. Suspension ou résiliation

D'un commun accord

Le 22 *CFR 145* stipule les procédures d'annulation.

Les bénéficiaires peuvent mettre fin à l'exécution d'un projet, en tout ou en partie. Si les deux parties conviennent que la poursuite du projet ne produirait pas des résultats proportionnels au décaissement supplémentaire de fonds, ou pour tout autre motif, la subvention peut être annulée d'un commun accord.

Les bénéficiaires pourront mettre fin au projet, une fois que le représentant autorisé aura notifié par écrit le GO, avec copie simultanée au GOR.

Lorsque le DOS souhaite mettre fin à un projet, le GO remettra, par écrit, un avis de résiliation au représentant dûment autorisé du bénéficiaire, ainsi qu'une copie au directeur de projet et au GOR.

Dans les 30 jours de la réception d'une demande de l'une ou l'autre partie de résiliation d'un commun accord, l'autre partie fournira une réponse pertinente par écrit.

Les deux parties doivent convenir des conditions de la résiliation, y compris la date d'effet de celle-ci et, en cas de résiliation partielle, la partie qui en fera l'objet. Le bénéficiaire ne pourra pas engager de nouvelles obligations pour la partie résiliée après la date d'effet et devra résilier autant d'obligations en cours que possible. Le Département d'État autorisera le versement intégral aux bénéficiaires de la part fédérale des obligations ne pouvant être résiliées engagées en bonne et due forme par les bénéficiaires, avant la résiliation.

Pour motif valable

Le Département d'État se réserve le droit de mettre fin à tout ou partie d'une aide, à tout moment, avant la date de la fin du projet, lorsqu'il se révèle que les bénéficiaires n'ont pas respecté les conditions du contrat.

Le Département d'État doit notifier sans délai les bénéficiaires, par écrit, de cette décision et des motifs de la résiliation, ainsi que de la date d'effet. Les paiements versés aux bénéficiaires ou le recouvrement par le Département d'État des octrois annulés pour motif valable se feront conformément aux responsabilités et aux droits légaux des parties.

33. Loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes (*Trafficking in Victims Protection Act of 2000*)

Conformément à la mise en œuvre de la section 106(g) de la loi de 2003 (*Trafficking Victims Protection Reauthorization Act 2003*) sur la protection des victimes de la traite des personnes, le Département d'État est autorisé à résilier sans préjudice la subvention, le contrat ou l'accord de coopération dans les circonstances suivantes concernant les bénéficiaires ou sous- bénéficiaires, ou le fournisseur ou tout sous-traitant :

- se livre à des formes graves de traite des personnes ou est impliqué dans l'obtention d'actes sexuels de nature commerciale pendant la période où la subvention est en vigueur, ou
- a recours au travail forcé dans l'exécution de la subvention, du contrat ou de l'accord de coopération.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer immédiatement à l'organisme fédéral donateur toute information qu'il reçoit d'une source quelconque, concernant la violation d'une interdiction figurant dans ce paragraphe. Une disposition à cet effet sera incluse dans toute sous-subvention et tout sous-contrat alloués avec des fonds du gouvernement des États-Unis.